



Derrière la rubalise, Modou, demandeur d'asile, regarde impuissant le nettoyage du campement.

(Photo L.B.)

# Camp illégal : « Laissez-moi récupérer mes papiers... »

La police – nationale et municipale – a évacué, hier matin, le campement de la digue du port. Les tentes des migrants ont été enlevées et ce qu'il restait de leurs affaires jeté à la benne.

Derrière la rubalise, un homme implore la police en anglais : « *S'il vous plaît, laissez-moi passer : j'ai oublié mon téléphone et mes papiers* ».

En face : « *Non, personne ne passe* ».

Modou, Gambien de 23 ans, tente d'expliquer que tous les documents de sa demande d'asile sont là, juste en bas. Il supplie : « *Laissez-moi juste une minute... Phone, papers please...* ». Refus.

Hier, 10 heures. Les escaliers qui surplombent la digue du port sont barrés par des policiers municipaux et des vigiles. Pé-

ri-  
mètre bouclé. En bas, des agents du nettoie-  
ment s'affairent sur les blocs de béton où ballote encore une petite tente mauve face à la mer. La dernière du campement...

## « Bravo de nous débarrasser de cette vermine »

L'opération d'évacuation du squat a débuté il y a presque deux heures. Ici vivaient, ou survivaient, des migrants. Quelques hommes. Originaires pour la plupart d'Afrique subsaharienne. Des demandeurs d'asile, des sans-abri, des exilés, compagnons de misère.

Le 22 juillet, après quatre mois de démarches, Christian Estrosi, maire de Nice, avait obtenu de la justice le droit de démanteler. Le préfet lui avait accordé le concours de la force publique le mardi 2 août.

Les camions bennes se remplissent. Des sacs et des sacs. Modou regarde impuissant sa vie et celle des migrants qui part à la poubelle. Un bateau s'approche avec une énorme lance à eau pour finir de nettoyer.

Un passant lève un pouce vers les forces de l'ordre : « *Bravo de nous débarrasser cette vermine. Ça nous coûte cher tous ces gens et pendant ce temps-là, nous pensions n'augmentent pas !* »

## « Ça nous fait mal au cœur mais on a des ordres »

Des badauds font des selfies avec le monument aux Morts et la colline du château en fond, des curieux s'approchent. Modou n'écoute pas, ne voit pas. Il retente sa chance :

« *Please...* »

La lance à eau frappe la digue. Déferle sur le béton. Il ne reste plus rien du campement.

Les agents du nettoie-  
ment. Il demande encore et

encore : où sont son téléphone et ses papiers de demande d'asile ?

Un employé hausse les épaules : « *On a tout jeté. Ça fait mal au cœur mais on a des ordres* ».

Fin de l'opération. Une opération qui révolte l'association *Tous citoyens* : « *Même si la mairie a obtenu le recours de la force publique pour évacuer le campement rien ne l'autorise à détruire les affaires des occupants. Même SDF, même demandeurs d'asile, ces personnes ont des droits* », s'insurge David Nakache. Qui s'interroge aussi sur le sort des autres migrants qui dormaient là.

Sollicitée, la mairie se défend : « *C'est la police nationale qui a monté et contrôlé l'opération. ils ont demandé à chaque individu de récupérer leurs affaires personnelles. Lorsque la police nationale a quitté les lieux, la police municipale a empêché l'accès au site qui était dangereux car des canons à eaux ont été mis en place* », indique le premier adjoint niçois Anthony Borré. « *Chacun a pu le faire sans difficulté* », affirme-t-il. Chacun mais pas Modou.

LAURE BRUYAS  
lbruyas@nicematin.fr

## Les réactions de l'opposition

Juliette Chesnel, élue écologiste à Nice dénonce « *un acharnement insupportable* ».

« *Ces gens fuient la misère et la guerre. Ils n'ont nulle part où aller. Cette décision est inhumaine.*

*Pour avoir un discours sécuritaire, on vient montrer les dents et faire preuve de violence envers les plus démunis. Il y a des malheureux à qui on a pris leurs téléphones portables, leurs seuls liens avec leurs familles. On ne mettra pas fin à la misère en la déplaçant loin du regard des touristes. Et d'expérience, tout ce qui commence dans la colère finit toujours dans la honte* », s'émeut la conseillère municipale EELV.

De son côté, l'ex-RN Philippe Vardon a réagi sur Twitter : « *Les derniers migrants squattant au port de Nice sont partis pour aller ailleurs et pas rentrer dans leur pays évidemment. Je dénonçais déjà cette situation en 2019. Au-delà de leurs tweets du jour, les Diabolo et Satanas de la politique niçoise auront mis trois ans à agir* ».

## Deux migrants en situation irrégulière interpellés

Que sont devenus les migrants qui vivaient sur la Digue ? Ces derniers jours, il semblait que beaucoup avaient déserté le camp. Pourtant, plusieurs étaient présents, hier matin, au moment de l'évacuation.

Selon Anthony Borré, premier adjoint de la ville de Nice : « *La police nationale a quitté les lieux avec des personnes en situation*

*irrégulière* ».

La préfecture confirme : « *La phase de contrôle était menée par la police nationale, durant laquelle neuf individus ont été contrôlés dont deux interpellés en raison d'une situation irrégulière. Aucun incident n'est à signaler lors de cette phase* ».

Ils ont été conduits au centre de rétention administrative.